



26 juillet 2023

Qu Dongyu
Directeur Général
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Directeur Général Qu Dongyu,

Alors que vous entamez votre deuxième mandat en tant que Directeur général de la FAO, nous, représentants de la société civile, des peuples autochtones et des organisations syndicales, souhaitons obtenir des éclaircissements sur le statut officiel de la lettre d'intention indéfinie signée entre la FAO et CropLife International (CLI) en octobre 2020. Au cours de votre précédent mandat, plus de 430 organisations de la société civile et des peuples autochtones, 250 scientifiques et universitaires, près de 50 groupes philanthropiques, près de 200 000 personnes de plus de 107 pays et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation ont demandé à la direction de la FAO de mettre fin à cet accord de partenariat qui favorise des liens plus profonds entre l'agence et l'industrie des pesticides.

Nous tenons à réitérer que l'accord avec CLI continue de menacer l'intégrité, la crédibilité, l'impartialité et l'indépendance de la FAO. Comme nous l'avons expliqué dans les appels précédents, il n'a pas été soumis au nouveau cadre de diligence raisonnable de la FAO pour les partenariats avec le secteur privé et devrait être annulé immédiatement. Cette demande de mettre officiellement fin à l'accord avec CLI devient urgente à la lumière des informations selon lesquelles la FAO a effectué des expéditions de pesticides vers plusieurs pays de 2020 à 2022. L'information, révélée dans un reportage d'enquête diffusé en Allemagne, est très préoccupante. Certains pesticides inclus dans les expéditions de la FAO, tels que le paraquat et le chlorpyrifos, sont [considérés comme très dangereux](#) et sont déjà interdits dans de nombreux pays. Il n'existe aucun antidote connu au paraquat, que le [Comité d'étude des produits chimiques](#) a recommandé d'inscrire sur la liste de la Convention de Rotterdam en tant que formulation pesticide extrêmement dangereuse.

Le chlorpyrifos, qui peut causer des lésions cérébrales aux enfants même en faibles quantités, a été interdit dans l'UE en 2020 et est [envisagé pour une interdiction mondiale](#) en vertu de la Convention de Stockholm. Nous demandons à la FAO d'examiner et d'interrompre les expéditions de tous les pesticides. Nous demandons également à la FAO de divulguer des informations sur toutes ses expéditions de pesticides de manière régulière et transparente.

Votre nouveau mandat de Directeur général est une nouvelle occasion pour la FAO de montrer que l'industrie des pesticides n'a pas d'emprise sur ses politiques et ses décisions. Toutes les relations de la FAO avec l'industrie des pesticides doivent être soumises à une plus grande transparence et responsabilité, y compris l'Initiative Hand-in-Hand, un forum qui facilite les investissements du secteur privé dans les États membres auxquels vous avez explicitement invité la CLI à participer [le jour de la signature de LA lettre d'intention](#).

C'est également une occasion opportune pour une action décisive sur l'interdiction progressive des pesticides hautement dangereux (PHD), comme [recommandé](#) par le Conseil de la FAO dès 2006. « Nous demandons à la FAO de soutenir l'élimination mondiale des PSH lors de la cinquième session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques en septembre 2023. Pour rester pertinent, un nouveau cadre politique dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) doit fixer un objectif ambitieux d'élimination progressive des PSH et établir un mécanisme clair, efficace et multipartite pour y parvenir », ont déclaré les groupes.

De nombreux PSH ont été progressivement éliminés dans plusieurs pays [sans affecter la productivité agricole](#). Des alternatives agroécologiques existent pour de nombreux PSH, y compris le paraquat et le chlorpyrifos. Avec des investissements adéquats dans la mise à l'échelle des alternatives écologiques - dans lesquelles la FAO joue déjà un rôle clé - il est possible d'éliminer progressivement la part relativement faible des pesticides qui causent les dommages les plus graves à la santé humaine et à l'environnement.

Nous ne pouvons pas nous permettre que la FAO propose simplement d'éliminer ou d'éliminer progressivement le « risque » des PSH, plutôt que d'éliminer leur utilisation. La perpétuation du modèle d'évaluation des risques et de gestion de l'atténuation que l'industrie des pesticides promeut depuis des décennies est une perpétuation de l'utilisation des PSH et de leurs méfaits inacceptables. Nous avons besoin que la FAO promeuve un niveau d'ambition d'action sur les PSH à la mesure de la volonté de nombreuses parties prenantes de l'Approche stratégique, et de l'impératif de faire face de toute urgence à l'escalade des crises de la biodiversité, du climat, de la santé humaine et des droits de l'homme.

Nous sommes convaincus que votre engagement à vous engager de manière significative avec la société civile, les peuples autochtones et les syndicats en tant que détenteurs de droits aboutira à des actions qui affirmeront la FAO comme une force positive pour assurer une transition agricole juste pour la planète, les peuples et nos générations futures.

Cordialement,

Maimouna Diene, Présidente
Pesticide Action Network International

Million Belay, coordinateur
Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA)

David Azoulay, directeur du programme de santé environnementale
Centre de droit international de l'environnement (CIEL)

Sofia Monsalve, Secrétaire Générale
FIAN International

Kirtana Chandrasekaran et Martín Drago, coordinateurs du programme de souveraineté
alimentaire
Amis de la Terre International

Sophia Murphy, directrice générale
Institute for Agriculture and Trade Policy (institut pour l'Agriculture et la Politique
Commerciale)

Andrea Carmen, directrice exécutive
Conseil international des traités indiens (IITC)

Pam Miller et Tadesse Amera, coprésidents
Réseau international pour l'élimination des polluants (IPEN)

Sue Longley, Secrétaire générale
International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied
Workers' Associations (IUF)

Laurent Gaberell et Carla Hoinkes, Experts Agriculture et Alimentation
Public Eye

Chee Yoke Ling, Directeur exécutif
Réseau Tiers-Monde (Third World Network)